

HARRAOUBIA ET BARKAT RENCONTRENT LES SYNDICATS DE LA SANTÉ

Le gouvernement va-t-il enfin réagir ?

Le gouvernement commence-t-il à prendre conscience des conséquences de la paralysie des facultés des sciences médicales depuis samedi dernier ? Décidera-t-il enfin d'apaiser l'atmosphère et d'ouvrir les discussions sur le régime indemnitaire, qui est la question cruciale et au cœur des divergences entre les syndicats et la tutelle.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Reçu lundi après-midi, pendant plus de trois heures, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Rachid Harraoubia, le Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM) est ressorti bredouille de cette réunion, certes conviviale, mais qui ne fait guère avancer le débat vers une satisfaction définitive des revendications des grévistes. Ce qui est toutefois nouveau dans le discours du ministre, c'est le message transmis aux représentants syndicaux et émanant du premier magistrat du pays.

«Le président de la République

est très sensible aux préoccupations des médecins et persuadé qu'il faut impérativement valoriser les ressources humaines dans notre pays. Le président ne croit pas en un développement possible sans la revalorisation des compétences.»

Ce ne sont que des paroles bien sûr, car les gestes n'ont pas suivi. M. Harraoubia a expliqué à ses hôtes que la contrainte qui se pose à son niveau, pour le règlement de la situation du corps médical, est celle des retards enregistrés dans l'ouverture de négociations sur le régime indemnitaire. Un tel dossier, par ailleurs, ne peut s'ouvrir sans la finalisation de l'en-



semble des statuts particuliers des différents secteurs d'activité. «Pour notre mouvement, il est hors de question de revenir en arrière. La grève continue malgré les rencontres avec le ministère», a conclu hier le P' Djidjelli, secré-



Photos : Samir Sid

taire général du SNPDSM.

Il a également affirmé qu'une deuxième réunion était prévue pour la fin de la journée d'hier, avec M. Harraoubia et son collègue de la santé, M. Saïd Barkat.

Une fois de plus, les différentes

parties tenteront de trouver un consensus pour mettre fin à la grève. Sauf que les représentants syndicaux, mandatés par leurs assemblées générales respectives, ne comptent point céder à la pression et iront vers une deuxième semaine de grève, du 17 au 21 janvier, dans le cadre de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique.

A moins que le gouvernement ne prenne enfin le taureau par les cornes, en précipitant l'élaboration des statuts particuliers et l'ouverture du dialogue sur le régime indemnitaire.

Même si le ministre n'a fourni aucune échéance, celles-ci devraient intervenir avant l'ouverture de la campagne électorale, à la fin du mois de mars.

Ce dossier ne devrait pas être exploité à des fins électoralistes.

R. M.

ALORS QUE DE FAIBLES PLUIES SONT ANNONCÉES POUR CE WEEK-END

Le froid persistera sur la majeure partie du pays

Le mercure continuera de baisser pour les prochains jours, ont annoncé les services de l'Office national de la météorologie. Ceci bien que les précipitations diminueront en intensité pour laisser la place, durant le week-end prochain, à une alternance de pluies et d'éclaircies.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Une accalmie est annoncée pour cette journée du mercredi et ce week-end, période durant laquelle les pluies seront faibles, selon le service de prévision de l'Office national de la météorologie.

Toutefois, la vague de froid persistera et touchera principalement les régions du centre et de l'intérieur du pays. Pour la journée d'au-

jourd'hui, il est prévu des averses parfois orageuses sur l'ouest, le centre et l'est. La neige sera aussi au rendez-vous sur les reliefs de plus de 900 mètres d'altitude. Sur l'est du pays, le ciel sera voilé et des chutes de pluie seront marquées au cours de cet après-midi.

Au sud du pays, au niveau des régions de Ghardaïa, Biskra, El-Bayadh et Naâma sont

annoncées des passages nuageux et des chutes de pluie également.

Les températures attendues sont de 10 degrés à Oran, 12 à Alger, 13 à Béjaïa 14 à Annaba, 4 à El-Bayadh, 4 à Tiaret et 8 à Tlemcen. Les températures minimales varieront, par ailleurs, entre 2 et 4 degrés sur l'intérieur du pays et 6 à 8 degrés sur les côtes. Au sud, les températures les plus basses seront de 14, 18 et 27 degrés à l'extrême sud du pays. Pour le week-end, il est prévu, pour jeudi, une alternance d'éclaircies et de passages nuageux avec des chutes de pluie sur

l'est et le centre-est.

Des averses sont aussi attendues sur Djelfa, Laghouat et M'sila. Au cours de la journée du vendredi, l'ouest du pays sera couvert, alors qu'une amélioration est annoncée sur les régions est. Le mercure affichera entre 13 et 17 degrés, selon l'ONM. Les principales régions du pays ont été largement arrosées ces derniers jours suite aux fortes précipitations.

Par ailleurs, les pluies tombées sur la majeure partie du territoire national depuis le mois de septembre dernier sont jugées importantes par les spécia-

listes de la météorologie qui évoquent, aussi, une situation particulière en raison de la concentration des précipitations sur une période partiellement courte.

Il est tombé, en l'espace de 3 mois, 229 millimètres de pluie contre 75 mm en moyenne et 42 millimètres l'année passée. Une autre particularité a été relevée par les spécialistes et concerne le fait que les

intempéries qui atteignaient le territoire algérien depuis le nord-ouest du pays ont intéressé au cours des derniers mois les régions du sud-ouest.

Cette situation a d'ailleurs provoqué les inondations dramatiques qui ont touché les régions de la Saoura, notamment au début du mois d'octobre dernier.

F.-Z. B.

87 ET 89 RUE COLONEL LOTFI (BAB-EL-OUED)

SOS familles en détresse

«Les ingénieurs du CTC, les pompiers et la police viennent faire leur constat, nous sommes de quitter nos appartements et partir sans aucune explication», déplore Fatiha, une habitante de l'immeuble 87 de la rue Colonel Lotfi à Bab-el-Oued.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - En colère, elle regrette la passivité des autorités locales face au danger de mort permanent qui guette les habitants de l'immeuble dont la terrasse s'est effondrée lundi passé à trois heures du matin. Un pan entier du plafond du dernier étage s'est effondré, laissant apparaître d'énormes poutres en fer brisées et rongées par la rouille.

Les dégâts sont énormes et des amas de pierres et de terre bloquent l'accès à l'appartement du dessous où habitaient Abdelaziz, sa femme et ses enfants. «La dégradation de l'immeuble est devenue menaçante depuis juin dernier. Cela a commencé

par des infiltrations d'eau depuis la terrasse. Nous avons essayé avec nos moyens limités d'effectuer les réparations. Mais ces travaux de rafistolage n'ont réglé le problème que momentanément puisque la situation a empiré avec les dernières pluies», raconte Abdelaziz.

L'effondrement de la terrasse a fragilisé tout le palier et endommagé les étages inférieurs. Les escaliers pendent dangereusement et de larges fissures sont visibles sur tous les murs. «La veille, nous avons alerté la police et les pompiers qui nous ont conseillés de quitter les lieux immédiatement.

Dans la précipitation, nous avons laissé nos affaires à l'intérieur», poursuit Abdelaziz qui, depuis le drame, passe la nuit sur des cartons dans la cage d'escalier. Quant à sa femme et ses enfants, ils ont trouvé refuge provisoirement dans un local au rez-de-chaussée. Au 87, mais également au 89, ce sont une vingtaine de familles qui vivent sous la menace permanente de l'effondrement de leurs immeubles datant de l'époque coloniale et de plus

en plus fragilisés. Pourtant, suite aux inondations de Bab-el-Oued en novembre 2001, des travaux de réparation ont été effectués par les services de la mairie. «Regardez ce qu'ils ont fait. Ils ont maquillé la cage d'escalier avec de la faïence et installé une porte d'entrée !» soutiennent les habitants. D'autres affirment que «l'état de leur immeuble est connu des services techniques de la mairie, maintes fois alertés pour intervenir». Et «à chaque fois, ils nous demandent de patienter. Mais jusqu'à quand allons-nous rester comme ça ? Qu'ils nous disent ce que nous devons faire. Veulent-ils qu'il y ait mort d'homme pour réagir ?» renchérit une habitante. Comme elle, ils sont près d'une centaine dans l'expectative. Voulant connaître la position de l'administration locale à ce sujet, nos tentatives de prendre attache avec les services techniques et le maire de Bab-el-Oued ont été vaines. Ce dernier était absent au moment de notre passage. «Il est en réunion avec la wali délégué et le wali d'Alger», nous a-t-on indiqué.

L.M.

Précisions de Sanofi Aventis

Le quotidien *Le Soir d'Algérie* a publié à la Une et en page 3 de son édition du dimanche 28 décembre un article intitulé «Lots de médicaments "douteux" sur le marché algérien, encore un scandale !».

Cet article traite des lots de Lovenox retirés en France par l'AFSSAPS et accuse Sanofi Aventis de «s'être débarrassé de ce lourd fardeau» en Algérie et affirme «que le produit aurait même causé plusieurs décès».

Usant de notre droit de réponse, Sanofi Aventis apporte la mise au point suivante : la commercialisation du produit Lovenox n'a jamais été remise en question en Europe ou aux Etats-Unis.

Aucun lot de Lovenox retiré de la commercialisation en France, pays d'exportation en direction de l'Algérie, n'a été importé ou commercialisé dans notre pays.

Le 22 septembre 2008, l'AFSSAPS publie un communiqué de presse dans lequel elle précise que depuis le mois d'avril «...aucune augmentation d'effets indésirables de type allergique n'a été détectée...» et constatant le retour à la normale de l'approvisionnement a levé toute restriction à l'usage de Lovenox® : «L'utilisation de Lovenox® dans les conditions préconisées par l'AMM (indications, posologie, voies d'administration) est donc de nouveau possible, en particulier par voie intraveineuse (notamment dialyse) et sous-cutanée.» Les autorités algériennes de santé ont été informées de ce communiqué.

Les recommandations d'usage du Lovenox en Algérie ont été à tout moment conformes avec les positions des autorités algériennes de santé ou l'Agence européenne du médicament.

**Sanofi Aventis
Algérie SPA**